

CLIMAT : ANALYSE DE LA POSITION DE LA CHINE

Hai Lan (pseudonyme), *chercheuse-associée à étopia*,

Mai 2007



étopia

centre d'animation et de recherche en écologie politique

1 Introduction

Vue d'Europe, la position de la Chine sur la lutte contre les changements climatiques semble parfois difficilement acceptable. Comment comprendre que ce pays qui est sur le point de devenir le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre soit aussi réticent à s'engager dans la fixation d'objectifs chiffrés alors que la réalité du réchauffement y est pleinement reconnue ? Voici quelques éléments d'explications politiques et économiques pour éclaircir un débat crucial dans le cadre de la préparation de l'après Kyoto.

D'aucuns pourraient se demander si l'ancien ministre Claude Allègre n'est pas le conseiller des autorités chinoises, lui qui vient de publier un livre pour démontrer que le réchauffement climatique n'est pas lié à l'activité humaine. Sinon, comment expliquer le refus de la Chine de s'engager aux côtés des pays développés à réduire ses émissions de gaz à effet de serre ? Ou encore, comment expliquer que la Chine, qui devient le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, pays désormais « émergent » se refuse à tout engagement contraignant dans le cadre d'un instrument international ?

Est-ce un manque d'information ? Un refus de voir la réalité du changement climatique ? Ou tout simplement une analyse qui repose sur des concepts différents des nôtres ?

2 La Chine ne nie pas la réalité du changement climatique

Pour la première fois depuis que le débat « climatique » est sur la table, la Chine a rendu public, le 26 décembre 2006, son Premier Rapport National sur le Changement Climatique. Ce travail est le résultat de la coopération des trois plus hautes agences en la matière : l'Administration de la Météorologie, l'Académie Chinoise des Sciences et le Ministre en charge de la Science et de la Technologie. Quatre ans ont été nécessaires aux douze ministères impliqués dans ce travail pour s'accorder sur un texte qui reflète la pensée officielle vis-à-vis de cette épineuse question.

Est-ce que ce rapport nie le réchauffement climatique ? Pas du tout ! Ce serait sous-estimer la Chine que de penser qu'elle balayerait d'un revers de main cette question.

Le rapport commence par énoncer que le réchauffement climatique du 20^{ème} siècle est le plus important du millénaire. Selon cette source, la Chine connaît un réchauffement d'environ 1,1 degré depuis les 50 dernières années, le plateau du Tibet étant la région qui subit le plus important réchauffement.

Concrètement, ce réchauffement signifie pour la Chine : une nette diminution des jours de gel (- 10 par an sur une période de 50 ans), une diminution des vagues de froid, une augmentation considérable des sécheresses – en particulier dans le Nord et le Nord-est - ainsi qu'une recrudescence des événements dits « extrêmes » tels que les inondations.

Le rapport nous apprend que l'élévation du niveau des mers est un phénomène observé en Chine (de 1,4 à 3,2 mm par an), tout comme le recul des glaciers (21%

en moins dans le nord de la Chine depuis 1950) ou la diminution du permafrost au Tibet.

Ces modifications ne sont pas sans conséquences sur la Chine, pays hautement dépendant de son sol.

La production agricole est désormais très instable, souffrant des périodes de sécheresse mais aussi de l'élévation des températures au printemps qui conduisent à des productions précoces et partant, trop faibles.

Depuis 1990, la Chine a épongé les désastres de nombreuses crues -toutes plus historiques les unes que les autres- du fleuve Yangtze, de la rivière des perles ou encore du fleuve jaune. Ces modifications du sol affectent également la qualité des pâtures du Sichuan, sorte de réserve naturelle de la Chine.

Autre point important et particulièrement remarquable dans un pays comme la Chine, le rapport reconnaît l'impact du changement climatique sur la santé humaine et cite au titre de conséquence directe l'augmentation des maladies telles que le choléra, les diarrhées infectieuses ou la dysenterie.

Fort de ce constat, le rapport nous livre également des prévisions pour le moins alarmantes:

- d'ici 2030, la productivité de l'agriculture chinoise devrait décroître de 5 à 10% (jusqu'à 35% pour certaines plantations);
- la démarcation plaine/montagne pourrait passer de 380 mètres d'altitude à 660 mètres;
- le permafrost devrait réduire de 15% d'ici 2050;
- la surface des glaciers devrait diminuer de 27% d'ici 2060;
- l'accroissement des vagues de chaleur devrait provoquer un nombre croissant de maladies cardiovasculaires, de malaria, d'arrêts cardiaques et une recrudescence de la dengue.

Face à un tel rapport, il n'est plus question d'émettre le moindre doute sur l'état des connaissances chinoises sur l'impact du réchauffement climatique. Certes, la population n'en est sans doute pas largement informée mais il n'en reste pas moins que les autorités qui peuvent engranger les changements ont entre leurs mains la démonstration des conséquences du réchauffement climatique. Alors pourquoi diable la réponse se fait-elle attendre?

3 La Chine minimise le facteur anthropique pour ne pas brider son développement

Un premier indice se trouve dans l'évaluation des causes du réchauffement climatique...le spectre de l'ex-ministre français revient à la charge.

Si les autorités chinoises ne nient pas l'impact du changement, elles le nuancent, ce qui fut d'ailleurs à l'origine des quelques frictions lors de la dernière réunion du GIEC¹ à Bruxelles en avril 2007. Le réchauffement climatique «pourrait être principalement dû » à l'activité humaine, mais doit aussi être lié à l'activité

1 Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Changement Climatiques

solaires ou aux éruptions volcaniques. Certains y reconnaîtront les écrits de cet ancien ministre français ou du nouveau Président tchèque, Pourtant il n'y a rien d'euro-péen là-dedans...l'analyse est bien chinoise et elle fonde pour partie la politique de la Chine dans les instances internationales.

En effet, les réponses aux défis du réchauffement climatique impliquent des actions humaines...Comment les expliquer alors que ce phénomène serait pour partie naturel? Comment justifier des restrictions à une économie naissante alors que l'on ne sait pas si l'homme peut défaire ce qu'il n'a pas nécessairement fait? Est-ce que fermer une centrale à charbon permettra une production agricole accrue, une production qui permette de nourrir les quelques milliers de mineurs chinois qui auront désormais le visage propre et le ventre rempli....?

Certes la Chine est en passe de devenir le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre surpassant bientôt les Etats-Unis avec ses 5 600 millions de tonnes CO² pour 2006². Mais en même temps la quantité de CO² émise par Chinois ne représente pas plus d'un cinquième de la quantité de CO² émise par personne dans les pays développés.

On comprend dès lors que la Chine se refuse à des engagements contraignants alors qu'un Chinois émet 5 fois moins de CO² qu'un Européen, et surtout que les pays développés ne se sont en aucune manière restreints dans leur développement économique il y a de cela quelques dizaines d'années.

Comment en effet, exiger d'une population en pleine effervescence – dans tous les sens du terme- de réaliser des investissements coûteux pour polluer moins parce que d'autres avant elle, ont eu le monopole de la pollution atmosphérique ?

Peut-on décemment exiger de la Chine qu'elle porte la responsabilité de la pollution « historique » causée par les pays désormais « développés » ? La France et la Belgique ont-elles aussi eu leurs mines de charbon rejetant ces fameuses émissions nocives pour notre climat...au nom de quoi, pouvons nous demander à la Chine –dont 67% de la production énergétique repose sur le charbon- de se défaire de cette manne nécessaire à son développement ?

4 La Chine invoque le respect du principe d'équité : un standard, une double convergence

Le principe d'équité est le fondement de la position Chinoise dans les foras internationaux. En arguant du nécessaire respect des droits de l'homme et du droit au développement, la Chine refuse tout engagement qui contraindrait son développement économique. Combiné à l'argument selon lequel il est trop tôt pour affirmer sans hésitation que le réchauffement climatique est dû à l'activité humaine, la Chine se retranche derrière son statut de pays en voie de développement pour refuser tout objectif chiffré de réduction des gaz à effet de serre.

La Chine estime que le principe de « responsabilités communes mais différenciées » doit présider à toute nouvelle discussion dans le cadre de la

² Source : IAE report, 2006

Convention cadre sur les changements climatiques (dont est issu le Protocole de Kyoto).

Selon elle, ce principe doit mener à l'application d'un autre principe mieux connu sous le nom « un standard, une double convergence ».

Le standard vise au respect de l'équité entre personnes : chaque personne a droit à la même quantité d'émission de gaz à effet de serre, en vertu du droit pour tout être humain au développement et à l'utilisation des ressources naturelles (en ce compris l'air).

La double convergence signifie d'une part, que le niveau d'émission par personne de tous les pays doit converger jusqu'à une année visée, et d'autre part, que le niveau d'émissions accumulées par personne doit aussi converger.

Autant dire que ce type de double critère de convergence permettrait aux émissions par capita des pays en développement d'augmenter encore considérablement dans le moyen terme, pour ensuite diminuer sur le long terme.

Un tel raisonnement est bien évidemment guidé par le souci de la Chine de ne pas freiner son développement économique, et surtout de ne pas remettre en cause la stabilité du pays.

Car la question est bien là : la Chine est un pays stable et unifié depuis les années 50...les affrontements internes de la Révolution culturelle ne sont rien – en termes d'instabilité - par rapport au chaos généralisé de la Chine impériale, constamment sujette aux invasions tantôt mongoles, tantôt européennes ou japonaises.

5 La stabilité, un élément essentiel du positionnement géopolitique chinois

Après des siècles d'instabilité, le Parti Communiste est parvenu (à un prix qui ne fait pas l'objet du présent article) à instaurer une Chine unifiée et stable. Or, la stabilité est un élément essentiel dans le positionnement géopolitique de la Chine : si le pays venait à s'effriter ou seulement à s'ébranler, la Chine ne pourrait en aucun cas devenir la puissance mondiale n°1 qu'elle espère devenir.

Que l'on ne s'y trompe pas : la stabilité de la Chine n'est pas seulement au cœur des préoccupations du Parti Communiste, mais bien aussi des pays industrialisés dont les entreprises sont en pleine conquête du marché chinois.

Redistribuer ainsi les cartes de ce jeu permet de mettre en perspective un débat moins simple qu'il n'y paraît : les émissions de CO² de la Chine et son refus de prendre des engagements contraignants n'est pas une simple affaire d'approche de la politique environnementale internationale : un tel pas vers une réduction chiffrée et vérifiée des émissions de gaz à effet de serre revêt des conséquences géopolitiques et macro-économiques bien plus larges.

Dès lors, seule une approche économique du problème permettra de sortir de l'impasse. Car impasse il y a : nous sommes désormais convaincus de la réalité du changement climatique, les experts scientifiques nous disent que la cause est à chercher dans l'activité humaine...Désormais « nous savons », et nous ne pourrons plus jamais dire que nous ne savions pas.

C'est cette différence dans la connaissance d'un phénomène – le réchauffement climatique- qui doit nous amener à apporter des solutions novatrices au dilemme chinois : comment réconcilier développement économique frénétique et diminution/stabilisation des émissions de gaz à effet de serre ?

Le transfert de technologie est l'élément clé de la réponse : les entreprises européennes disposent de technologies avancées dont le déploiement en Chine aurait des effets positifs considérables. Certes, les Chinois ont l'art de copier, et il est impensable pour une entreprise européenne de perdre un avantage concurrentiel....C'est donc aux gouvernements qu'il revient de mettre en place le cadre légal et politique pour assurer un transfert de technologie non pénalisant pour l'industrie européenne et bénéfique pour le climat.

Par ailleurs, la prise d'engagements contraignants a des conséquences sur de multiples secteurs: il est peut-être désormais temps de s'interroger sur la validité de la Convention-Cadre sur le Changement Climatique pour mener ce genre de débat.

La tentative de la Grande-Bretagne de « faire monter » le débat au sein du Conseil de Sécurité n'a pas permis d'avancées majeures, toutefois, elle a le mérite de poser la question d'un point de vue global. Cette initiative nous montre peut-être la voie à suivre ?